

QUAND LA BAVIÈRE FAIT TREMBLER L'ALLEMAGNE

Les élections régionales bavaroises auront lieu mi-octobre, elles approchent à grand pas et la CSU risque bien de perdre sa majorité absolue. Si le scrutin est local, les enjeux dépassent largement les frontières du « Freistaat », l'état libre de Bavière.

Par Deborah Berlioz

U

Un ultimatum, des menaces de démission et des réunions de crise à n'en plus finir, début juillet la politique allemande avait des airs de psychodrame. Tandis que le ministre de l'intérieur,

Horst Seehofer, et Angela Merkel tenaient le rôle des belligérants, les réfugiés jouaient encore une fois celui de la pomme de discorde. Ce n'est pas la première fois que les deux dirigeants s'écharpent sur le sujet, mais cette fois, le bras de fer a failli faire chuter le gouvernement et continue de menacer son existence. Si le chef de la CSU, la petite sœur bavaroise de la CDU, est bien connu pour son inimitié à l'encontre de Merkel, cela n'explique pas tout. Cette querelle au sommet est le symptôme d'une panique grandissante au sein de la CSU.

Les élections régionales bavaroises du 14 octobre s'annoncent en effet bien mal pour le parti conservateur local. Fin août et sans pendre encore en compte les violences de Chemnitz, les sondages, par exemple INSA-Bild, créditaient la CSU de 36% des voix, contre 15% pour l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) qui passerait devant le Parti social-démocrate (14%). Si les Verts semblent devoir être la 2^e force du Land, l'Afd les talonnerait avec une partie des voix des électeurs sociaux-chrétiens. Si la plupart des formations

politiques rêvent d'un tel score, ce chiffre a des allures de débâcle pour une CSU quasi abonnée à la majorité absolue des sièges au Landtag depuis 1962. Aux dernières élections de 2013, les conservateurs bavarois enregistraient encore 47,7% des suffrages.

UNE CHANCELIÈRE TROP LIBÉRALE

Au sein du parti bavarois certains aiment rendre Angela Merkel responsable de tous les maux de la CSU. Trop libérale, elle aurait poussé certains conservateurs frustrés dans les bras de l'extrême-droite. Elle a toléré le vote du mariage pour les personnes du même sexe, favorisé le retour des mères au travail et fait supprimer le service militaire. Mais c'est surtout

« LA CSU ÉTAIT DÉJÀ EN PERTE DE VITESSE AVANT LA CRISE DE 2015 »



© Bildarchiv Bayerischer Landtag



sa politique d'asile qui aurait favorisé l'AfD. Pour endiguer la poussée des populistes et avant même des événements comme ceux de Chemnitz, la CSU a donc opté pour un virage à droite. « Elle a toujours représenté le flanc conservateur de la CDU, précise Paul Nolte, historien à l'Université Libre de Berlin. L'écart idéologique s'est cependant creusé. Le récent conflit sur l'asile est le signe d'une déconnexion fondamentale entre une CDU toujours plus libérale et une CSU plus conservatrice. » Depuis 2015, Horst Seehofer ne perd pas une occasion de critiquer la chancelière, qu'il décrit comme généreuse, mais aussi naïve et finalement dangereuse. Quant au ministre-président bavarois, Markus Söder, il a réclamé à plusieurs reprises la fin du « tourisme de l'asile ».

« Certes la question des réfugiés a joué un rôle dans le déclin de la CSU, mais elle était déjà en perte de vitesse avant la crise de 2015 », rappelle Peter Siebenmorgen, spécialiste du parti bavarois et auteur d'un livre sur l'ancien leader du parti, Franz Josef Strauss. En 2008, le parti

avait déjà perdu sa majorité absolue, avec 43,4% des suffrages et avait dû former une coalition avec les libéraux. Sans compter que « les électeurs de l'AfD viennent davantage du parti social-démocrate (SPD) que de l'Union », ajoute l'auteur.

« LA CSU A PERDU LE CONTACT AVEC LES GENS »

« La CSU a été le théâtre de luttes de pouvoir intestines pendant plusieurs années entre Horst Seehofer et son successeur désigné, Markus Söder, souligne Werner Weidenfeld, professeur au Centre de recherche politique appliquée de Munich. Ce genre de conflit est très impopulaire auprès des électeurs. »

En même temps, « la CSU a perdu le contact avec les gens et leurs préoccupations », assène Peter Siebenmorgen. Certes la Bavière est prospère, mais « les loyers ont tellement augmenté dans les villes que les policiers ou les conducteurs de métro qui travaillent à Munich ne peuvent plus y habiter. Ils sont contraints de s'installer en campagne où le manque d'infrastructures est criant. » L'auteur se rappelle des anciens slogans fédérateurs du parti bavarois. Edmund Stoiber, ministre-président de Bavière de 1993 à 2007, ►



- ▶ voulait ainsi réussir l'alliance du « Laptop und Lederhose », l'ordinateur et la culotte de peau. « Il voulait concilier tradition et modernité. Mais ce slogan a déjà 25 ans, et la CSU n'a rien proposé depuis. »

Le diagnostic de la chute de la CSU serait donc erroné. Merkel et sa politique d'asile ne seraient pas les premiers coupables et imiter l'AfD ne serait pas la solution, en tout cas les sondages vont dans ce sens. Après le conflit sur l'asile début juillet, la chute dans les sondages n'a fait que s'accroître, pour atteindre 37% des suffrages à la mi-août. Les brebis égarées vers les populistes ne sont donc pas revenues au bercail conservateur. « Les électeurs veulent l'original, pas la copie », insiste Werner Weidenfeld. À l'inverse, le virage à droite de la CSU a effrayé ses électeurs les plus libéraux, qui se tournent désormais vers le FDP ou Die Grünen. Les écologistes sont ainsi grimés à 17% des intentions de vote.

Pourtant la stratégie droitiste de la CSU rencontre un certain écho au sein même de la CDU. Certains députés de l'Union Chrétienne démocrate, comme Jens Spahn, aimeraient en effet renforcer le profil conservateur de leur parti. Au début du conflit sur l'asile en juin dernier, plusieurs députés CDU ont donc soutenu la ligne du ministre de l'intérieur. Toutefois, Horst Seehofer ou « Crazy Horst », comme le surnomment ses détracteurs, est allé un peu trop loin dans

le psychodrame, juge Paul Nolte : « Il a fait peur à beaucoup de monde au sein de la CDU, et cela n'a fait que resserrer les rangs autour d'Angela Merkel. »

SEEHOFER DANS LE RÔLE DU FUSIBLE

La CSU semble perdante sur tous les plans et à Munich on tente désormais de sauver les meubles. Depuis juillet, Markus Söder est ainsi revenu à un discours beaucoup plus modéré, et il a promis de ne plus utiliser le concept de « tourisme d'asile. » Quant aux mauvais résultats dans les sondages, le ministre-président bavarois les impute à « des décisions berlinoises ». En d'autres termes, c'est le ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer, qui serait le coupable. Si l'échec de la CSU se confirme dans les urnes, le ministre de l'intérieur risque donc de payer les pots cassés et de perdre la présidence de son parti, voire son poste au gouvernement.

Un tel scénario serait bénéfique pour la chancelière selon Werner Weidenfeld : « Le bavarois Joachim Hermann reprendrait certainement le poste de ministre de l'intérieur. Il est beaucoup plus calme et coopératif que Horst Seehofer et cela apaiserait les relations au sein du gouvernement. » « Si la CSU perd la majorité absolue, elle devra former une coalition avec un partenaire moins conservateur, notamment sur les questions migratoires, ajoute Paul Nolte. Elle s'opposera donc moins au cours libéral de la CDU. »

À l'inverse, Peter Siebenmorgen juge qu'une débâcle de la CSU nuirait à l'Union dans son ensemble : « Une CSU conservatrice permet à la CDU/CSU d'atteindre un plus large éventail d'électeurs au niveau fédéral. Si elle est affaiblie, l'envergure du parti diminuera encore, car les conservateurs seront moins représentés. » Par ailleurs un fiasco en Bavière pourrait accélérer la dislocation de l'Union : « Un divorce entre la CDU et la CSU est un scénario possible. Cela ébranlerait profondément notre système de partis et rendrait encore plus difficile la formation d'un gouvernement. » Quoi qu'il en soit, le destin des bavarois ne sera pas sans conséquence sur le reste du pays. ■